



6 février 2020

Face à un Gouvernement radio-inactif, Fessenheim attend toujours un véritable avenir industriel

Alors que le Gouvernement tient un discours anti-industriel en se félicitant de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, le projet de Technocentre apparaît comme une des rares réponses concrètes à la menace de désindustrialisation du bassin économique de Fessenheim. Or non contents d'avoir obtenu l'arrêt de la centrale, les voisins allemands s'opposent également à ce Technocentre. Face à ce scandale, la CFE Énergies dénonce la torpeur industrielle des pouvoirs publics français et leur incapacité à refuser l'injonction de partenaires européens qui, sous couvert d'environnement, défendent leur industrie.

Depuis l'annonce de la fermeture fin 2017, les réunions publiques et déclarations ministérielles se sont enchaînées. Mais aucun projet concret de revitalisation industrielle du territoire n'a à ce jour été acté. Après la décision de Tesla d'installer son usine de batteries à Berlin, preuve en est à nouveau faite, puisque ce n'est qu'en janvier 2020 qu'une Société d'Economie Mixte franco-allemande a vu le jour. Las, pour le moment il ne s'agit que d'une coquille vide... à laquelle les salariés ne croient plus.

C'est dans ce contexte qu'EDF a proposé la construction d'un Technocentre, unité de valorisation de gros composants métalliques issus essentiellement de la déconstruction de centrales nucléaires qui pourrait employer près de 150 personnes. Ce projet, en offrant des emplois à des salariés compétents et formés au nucléaire, constituerait un véritable projet de reconversion industrielle.

Pourtant, la Ministre Elisabeth Borne a douché bien des espoirs en déclarant que, du fait de la réticence des partenaires allemands, « *cela ne lui paraissait pas être une piste facilement concrétisable* ». Emmanuelle Wargon n'avait pas non plus protesté lorsque le projet avait été sèchement balayé par le Secrétaire d'Etat du Bade-Wurtemberg fin septembre 2019 à Colmar.

Ce n'est pas parce que nos voisins refusent une nouvelle activité de la filière nucléaire française de ce côté du Rhin qu'il faut obtempérer. Face à une nation industrielle qui ferme ses centrales nucléaires mais qui fait tout pour préserver ses compétences avec des centres de recherche et des pôles d'excellence pour viser le marché européen pour ne pas dire français du démantèlement, soutenir du bout des doigts les projets de la filière nucléaire française, c'est faire preuve d'une naïveté coupable.

Défendre l'industrie impose un peu plus de courage que se cacher derrière les réticences allemandes pour ne rien décider. C'est ce que la CFE Énergies et les salariés attendent du Gouvernement. Courage qui passe par la mise en place d'un seuil de libération ouvrant la voie à la valorisation des métaux issus de l'industrie nucléaire, dans une logique d'économie circulaire chère à la Ministre !

La centrale nucléaire de Fessenheim donnait il y a encore trois ans du travail à 850 salariés d'EDF et à 350 salariés permanents d'entreprises prestataires. En tout, ce sont 2000 emplois qui étaient liés au site industriel. Reconnus encore très récemment pour leur professionnalisme par l'Autorité de Sûreté Nucléaire, ces salariés méritent autre chose que des réticences et des discours creux !

Face à cette décrue industrielle, le Gouvernement ne doit plus se payer de mots, il doit faire preuve de courage industriel pour accélérer la reconversion du site. C'est la moindre des choses après avoir décidé d'une fermeture qui, plus que jamais, est un non-sens !

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com